


# Profil pays – Guinée

## 1- Informations générales

	<b>Nom</b>	Guinée
	<b>Capitale(s) du pays</b>	Conakry
	<b>Langue</b>	Français
	<b>Main Ports</b>	Port Autonome de Conakry, Port de Kamsar et autres
	<b>Littoral (km)</b>	300 - 350

## 2- Liste de Contacts

[Autorités nationales compétentes chargées de préparation et de lutte en cas de pollution par les hydrocarbures](#)

<b>Nom</b>	Téophile Richard
<b>Ministère/Département/Agence</b>	Ministère de l'Environnement – Centre National de Protection et de Surveillance Environnementale du Milieu Marin et des Zones Côtières
<b>Poste</b>	Directeur général de l'environnement marin
<b>Adresse</b>	BP 3118 Conakry, Guinée
<b>Téléphone</b>	+226 22 6921 25
<b>Mobile</b>	
<b>Fax</b>	
<b>Courriel</b>	<a href="mailto:richardteophile@yahoo.fr">richardteophile@yahoo.fr</a>
<b>Officiellement désigné</b>	Oui

[Point Focal GI WACAF](#)

<b>Nom</b>	Ibrahima N'gaye Camara
<b>Ministère/Département/Agence</b>	Ministère de l'Environnement, des eaux et des forêts.
<b>Poste</b>	Directeur général adjoint
<b>Adresse</b>	BP 3118 Conakry, Guinée
<b>Téléphone</b>	+224 664 209 870
<b>Mobile</b>	+224 622 400 398
<b>Fax</b>	
<b>Courriel</b>	<a href="mailto:ibrogaye@yahoo.fr">ibrogaye@yahoo.fr</a>
<b>Officiellement homologuée</b>	Oui

### 3- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures

#### Élaboration du PNIU

<b>Nom du PNIU</b>	POLMARG
<b>Statut du PNIU</b>	En cours
<b>Date de dernière mise à jour approuvée</b>	
<b>Décret d'approbation</b>	
<b>Comité /Groupe de travail</b>	Centre National de Protection et de Surveillance Environnementale du Milieu Marin et des Zones Côtières

#### Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

<b>Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants</b>	Non développée	
<b>L'utilisation des dispersants de pétrole comme (première/deuxième/dernière option/pas une option)</b>	N/A	
<b>Existence d'une procédure d'approbation &amp; d'une liste de dispersant pré-approuvés</b>	Non	
<b>Stock de dispersant</b>		
<b>Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU?</b>	Non	
<b>Si oui, indiquer le nom du décret relatif à la politique d'utilisation de dispersants</b>		
<b>Liste de dispersants approuvés</b>	Non	
<b>Limite géographique pour l'utilisation des dispersants</b>	Non	
<b>Emplacement des sites de stockage</b>		
<b>Nom</b>	<b>Propriétaire</b>	<b>Volume</b>

- Cartographie de sensibilité

<b>Statut des cartes de zones sensibles aux déversements d'hydrocarbures</b>	Non développées	
<b>Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?</b>	Non	
<b>Date de validation</b>		
<b>Groupe de travail / Comité</b>		
<b>Est-ce que la carte couvre le littoral entier?</b>		
<b>Est-ce que les types de littoraux et les zones les plus sensibles sont identifiés et pris en compte?</b>		

<b>Est-ce que les cartes de sensibilité sont développées à partir du SIG ?</b>	Non
<b>Source des cartes de sensibilité</b>	

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

<b>Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral fait partie du PNIU ?</b>	Oui
<b>Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral ?</b>	Oui

- Plan de gestion des déchets

<b>Statut du plan de gestion des déchets</b>	Non développé
<b>Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?</b>	N/A
<b>Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?</b>	
<b>Date de validation</b>	
<b>Comité /groupe de travail</b>	

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée

<b>Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fait partie du PNIU?</b>	Non
<b>Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fournit des informations sur le recours à des experts, des volontaires et les bonnes pratiques?</b>	Non

- Politique de brûlage in-situ

<b>Est - ce que la politique sur le brûlage in situ fait partie du PNIU?</b>	Non
------------------------------------------------------------------------------	-----

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

<b>Est-ce que le concept de Système de Gestion de crise est intégré à tous les aspects du plan (à la lutte en mer, au nettoyage du littoral, à la gestion des déchets etc.)?</b>	Oui
<b>Est-ce que les rôles et les responsabilités sont définis ?</b>	Oui

Aspects transfrontaliers

- Coopération transfrontalière

<b>Est-ce qu'il existe un mécanisme de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui fait partie du PNIU?</b>	Non
<b>Est-ce qu'il y a des exercices transfrontaliers organisés au moins tous les trois ans ?</b>	Non
<b>Si oui, indiquez la date du dernier exercice transfrontalier</b>	

- Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement

<b>Est-ce que la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement fait partie du PNIU ?</b>	Non
<b>Etat d'avancement des travaux concernant la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement</b>	En cours
<b>Date de validation</b>	

Autres éléments du Plan d'urgence National de lutte contre les déversements d'hydrocarbures

<b>Est-ce qu'il y a un processus identifié dans le PNIU pour choisir la meilleure stratégie et technique pour minimiser les impacts (NEBA)?</b>	En cours
<b>Est-ce que le PNIU prend en compte l'apport et l'augmentation prévue des ressources pour traiter un certain nombre de scénarios de lutte (intervention à plusieurs niveaux) ?</b>	Non

Est-ce que le PNIU identifie l'accès aux capacités d'observation visuelle?	Non
Est-ce que le PNIU prend en compte les substances nocives et potentiellement dangereuses ?	Non

#### 4- Conventions & Accords

##### Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Oui
MARPOL IV	Oui	Oui
MARPOL V	Oui	Oui
MARPOL VI	Non	Non

##### Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	Oui
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

##### Responsabilité et indemnisation

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Oui
FONDS 1992	Oui	Oui
Fonds complémentaire	Non	Non
Convention HNS 1996	Non	Non
Protocole HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute - 2001	Non	Non

##### Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la Pollution par les hydrocarbures	Oui	Oui

<b>Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)</b>	Oui	No
<b>Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)</b>	Oui	Oui

### 5- Formation

<b>Est - ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?</b>	Oui, Société générale des pétroles
<b>Liste des activités menées par le projet GI WACAF depuis 2013</b>	
<b>Type et thème de l'activité</b>	<b>Date</b>
N/A	

### 6- Expertise et ressources

#### Commentaires

La Guinée a des ressources de base limitées disponibles pour faire face aux déversements de pétrole. Ceux-ci comprennent l'équipement portuaire en général, le matériel agricole et une grande force de travail. Le port de Kamsar et la Société des Pétroles de Guinée (SGP) ont leurs équipements et font des exercices réguliers. Il ne semble pas y avoir de ressources privées en Guinée.

#### Equipements

<b>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?</b>	Non
<b>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?</b>	Non
<b>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?</b>	Non